



Conseil de sécurité

Distr. générale
23 décembre 2024
Français
Original : anglais

Lettre datée du 20 décembre 2024, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de me référer à la résolution [2719 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité, par laquelle il a créé un cadre pour financer, au cas par cas, les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine en recourant aux contributions statutaires des États Membres. Dans cette résolution, j'ai été prié de présenter au Conseil de sécurité un rapport annuel sur les progrès accomplis dans l'application de la résolution pour en faciliter l'alignement en vue d'une plus grande efficacité.

L'adoption à l'unanimité de la résolution [2719 \(2023\)](#) a marqué une étape déterminante dans le partenariat entre l'Union africaine et l'ONU. La résolution fait fond sur les relations que les deux organisations entretiennent depuis longtemps, en tenant compte de leurs forces et avantages comparatifs respectifs. Par cette résolution, le Conseil de sécurité a répondu aux appels lancés de longue date pour que les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine, dont les opérations d'imposition de la paix et de lutte contre le terrorisme, soient appuyées par des mandats reçus du Conseil et financées au moyen des contributions statutaires des États Membres, au cas par cas. Lors du Sommet de l'avenir, qui s'est tenu en septembre 2024, les États Membres ont réaffirmé l'importance de la résolution, à laquelle fait écho la mesure 21 de son document final, le Pacte pour l'avenir.

Comme je l'ai indiqué précédemment (voir [S/2024/629](#)), après l'adoption de la résolution [2719 \(2023\)](#), l'ONU et l'Union africaine ont mis en place l'architecture interne nécessaire pour que la résolution puisse être rapidement mise en application. À cet égard, j'ai créé une équipe spéciale interdépartementale sur la résolution [2719 \(2023\)](#), dirigée par le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, et je l'ai chargée de coordonner les efforts du Secrétariat et ses échanges avec l'Union africaine et les États Membres en vue de l'application de la résolution.

L'équipe spéciale interdépartementale est présidée par le Département des opérations de paix et comprend des représentants du Département de l'appui opérationnel, du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, du Bureau de lutte contre le terrorisme et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Par la suite, une équipe technique de haut niveau a été mise en place pour soutenir l'équipe spéciale dans ses travaux. De même, l'Union africaine a créé un groupe de travail interne sous la direction du Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, assorti d'une équipe spéciale dirigée par la Division des opérations d'appui à la paix de la Commission de l'Union africaine. Ensemble, l'équipe technique de l'ONU et l'équipe spéciale de l'Union africaine



forment l'équipe spéciale conjointe Union africaine-Organisation des Nations Unies pour la mise en application de la résolution 2719 (2023).

L'équipe spéciale conjointe Union africaine-ONU a élaboré le plan d'étapes commun pour la mise en application de la résolution 2719 (2023), que le Président de la Commission de l'Union africaine et moi-même avons approuvé ensemble lors de la huitième conférence annuelle ONU-Union africaine, qui s'est tenue à Addis-Abeba le 21 octobre 2024. Le plan d'étapes commun est axé sur quatre domaines essentiels : a) les activités conjointes de planification, de prise de décisions et d'établissement de rapports ; b) l'appui aux missions ; c) le financement et la budgétisation ; d) le respect des règles et la protection des civils. En adoptant ce plan d'étapes commun, les deux organisations ont réaffirmé leur engagement à approfondir leur collaboration et à renforcer leur préparation institutionnelle et opérationnelle commune. À cet égard, elles ont déjà pris des mesures pour mettre en œuvre le plan d'étapes, étant entendu que l'exécution des activités qui y figurent n'est pas une condition préalable à l'application de la résolution 2719 (2023).

Élaboration d'un plan d'étapes commun pour la mise en application de la résolution 2719 (2023) du Conseil de sécurité

À la suite de l'adoption de la résolution 2719 (2023) par le Conseil de sécurité, l'ONU et l'Union africaine ont tenu une série de consultations pour discuter de la mise en application de la résolution. L'équipe spéciale interdépartementale a organisé des réunions d'information avec les principales parties prenantes, notamment les États Membres, les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, les donateurs et des groupes de réflexion, à New York et à Addis-Abeba, afin de mieux cerner leurs positions et leurs attentes en ce qui concerne la mise en œuvre de la résolution. Le Secrétariat de l'ONU a fait un compte rendu au Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique à trois reprises (en février, juin et septembre 2024), ainsi qu'au Comité d'état-major. La Commission de l'Union africaine a tenu des consultations préliminaires avec les membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine afin de recueillir leurs premières indications sur la résolution 2719 (2023).

Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine a tenu des consultations initiales avec la Commission de l'Union africaine pour préparer le terrain en vue d'analyser et de définir ensemble les besoins opérationnels découlant de la résolution et de la mise en place de conditions propices à l'application conjointe de la résolution 2719 (2023).

Le 16 avril 2024, à New York, l'ONU et l'Union africaine ont tenu la vingt-troisième réunion de l'Équipe spéciale conjointe ONU-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité. L'Équipe spéciale conjointe a convenu que des représentants de l'équipe spéciale interdépartementale de l'ONU chargée des questions relatives à la résolution 2719 (2023) se rendraient à Addis-Abeba pour entamer des échanges de haut niveau avec leurs homologues de l'Union africaine, que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine faciliterait, sur la voie à suivre pour mettre en œuvre la résolution.

Les 23 et 24 mai 2024, à Addis-Abeba, l'équipe spéciale conjointe Union africaine-ONU a tenu ses premières consultations en personne sur la mise en application de la résolution 2719 (2023). Les membres de l'équipe ont examiné la résolution paragraphe par paragraphe afin de parvenir à une communauté de vues sur ce qu'elle signifiait au plan de la préparation institutionnelle dans les domaines mentionnés dans la résolution. À la suite de cette rencontre, le premier projet du plan d'étapes commun Union africaine-ONU pour la mise en application de la résolution 2719 (2023) a été établi. En outre, l'équipe spéciale conjointe a défini quatre grands

axes de travail pour permettre de nouveaux échanges au niveau technique : a) activités conjointes de planification, de prise de décisions et d'établissement de rapports ; b) appui aux missions ; c) financement et budgétisation ; d) respect des règles et protection des civils.

Du 29 au 31 juillet 2024, au Siège de l'ONU à New York, l'équipe spéciale conjointe a tenu sa deuxième réunion en personne sur la mise en application de la résolution 2719 (2023). Ces deuxièmes consultations Union africaine-ONU ont fait fond sur les résultats de la première réunion en présentiel et sur les travaux menés ultérieurement dans le cadre de réunions en ligne organisées chaque semaine par axe de travail. Ces consultations ont permis d'examiner et d'établir sous sa forme définitive, au niveau technique, le projet de plan d'étapes commun pour la mise en application de la résolution. Le projet final a été revu par les Secrétaires généraux adjoints de l'équipe spéciale interdépartementale de l'ONU et par le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union africaine.

Dans le plan d'étapes commun, l'Union africaine et l'ONU ont énoncé clairement les principes clés de l'action qu'elles mèneront ensemble pour mettre en application la résolution 2719 (2023). Ces principes reposent sur quatre objectifs stratégiques liés aux quatre domaines initialement abordés et aux axes de travail établis. Le plan d'étapes commun détaille les mesures que l'Union africaine et l'ONU doivent prendre, chacune en ce qui la concerne, et ensemble, pour atteindre un même état de préparation institutionnelle en vue de la mise en application de la résolution au regard de chaque objectif stratégique. De plus, des produits à livrer bien précis, les entités chefs de file et les calendriers correspondants y sont définis pour les quatre axes de travail thématiques.

L'Union africaine et l'ONU sont convenues que le plan d'étapes commun devait rester suffisamment souple pour tenir compte de l'action à engager par chaque institution, ensemble et séparément, pour se préparer, du point de vue institutionnel, à la mise en application de la résolution 2719 (2023), tout en permettant une approche tournée vers l'avenir de la manière dont la résolution pourrait être mise en œuvre. Il a également été convenu que des ressources financières et humaines adéquates seraient nécessaires pour mettre en œuvre la résolution et son plan d'étapes.

Lors de la huitième conférence annuelle ONU-Union africaine, le Président de la Commission de l'Union africaine et moi-même avons approuvé le plan d'étapes commun Union africaine-ONU pour la mise en application de la résolution 2719 (2023)¹.

État d'application de la résolution 2719 (2023)

Si, depuis l'adoption de la résolution 2719 (2023) par le Conseil de sécurité, l'Union africaine et l'ONU se sont concentrées sur l'élaboration du plan d'étapes commun pour la mise en application de la résolution, les deux organisations collaborent également à l'élaboration de processus de planification conjoints, en s'appuyant sur des expériences communes et en tenant compte du cadre de collaboration existant entre elles. Pour que les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine restent opérationnelles, il faut renforcer la collaboration entre l'Union africaine et l'ONU en matière de soutien opérationnel. Il faut également examiner les modalités et les cadres opérationnels pour s'assurer qu'ils sont adaptés aux exigences d'un déploiement rapide. Les considérations et les dispositions financières seront importantes dans les phases de planification et d'exécution (du

¹ Voir www.un.org/sg/en/content/sg/note-correspondents/2024-10-22/note-correspondents-joint-communic%C3%A9-of-the-8th-au-un-annual-conference.

démarrage à la fermeture de la mission) des opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine et devront être conformes à la résolution 2719 (2023).

L'application de la résolution 2719 (2023) offre l'occasion de continuer de renforcer le respect des droits humains et du droit international humanitaire et des normes de conduite et de discipline applicables, ainsi que d'accorder une plus grande priorité à la protection des civils, en dépit de la complexité des environnements opérationnels.

Activités conjointes de planification, de prise de décisions et de communication de l'information

Les exigences en matière de rapports et de suivi de l'état d'application des mandats confiés aux opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine et autorisées par le Conseil de sécurité dans le cadre de la résolution 2719 (2023), et de l'état d'application de la résolution sont énoncées, respectivement, aux paragraphes 15 et 16 de la résolution. À cet égard, l'Union africaine et l'ONU sont convenues qu'un mécanisme et des modalités de communication de l'information et de consultation propres à la résolution 2719 (2023) seraient mis en place, en s'appuyant sur ce qui avait été fait dans le passé.

En outre, conformément à la demande formulée dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 23 mai 2024 (S/PRST/2024/2), les documents de planification conjointe initialement rédigés en février 2024 ont été examinés par l'équipe spéciale conjointe Union africaine-ONU et remplacés par un document plus court et plus opérationnel sur les modalités de planification conjointe, qui est axé sur l'évaluation, la planification et la prise de décisions concernant la mise en place d'opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine dans le cadre de la résolution 2719 (2023). Le document sur les modalités de planification conjointe devrait être établi sous sa forme définitive par l'Union africaine et l'ONU sous peu.

Appui aux missions

Conformément aux paragraphes 8, 9 et 14 de la résolution 2719 (2023), le Secrétariat a dialogué avec ses homologues de l'Union africaine pour élaborer des produits à livrer communs à incorporer dans le plan d'étapes commun Union africaine-ONU pour la mise en application de la résolution, la priorité étant accordée au renforcement de la préparation institutionnelle et opérationnelle des deux organisations en déterminant l'appui nécessaire au maintien et à l'exécution du mandat des opérations de soutien à la paix dirigées par l'Union africaine. À cette fin, il sera essentiel d'arrêter les modalités de planification de l'appui conjoint de l'Union africaine et de l'ONU pour définir les processus de planification convenus et garantir la cohérence de la logistique et des opérations dans les futures opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine et autorisées en vertu de la résolution 2719 (2023).

À court terme, le modèle du bureau d'appui des Nations Unies est l'approche privilégiée par l'Union africaine et l'ONU, car il permet l'application des règles et règlements de l'ONU, fait coïncider la responsabilité et l'obligation de rendre compte, est prévisible et durable et a été expérimenté par les deux organisations. Toutefois, à moyen et long terme, il importe que les deux organisations continuent de tirer les enseignements de leurs propres mécanismes d'appui opérationnel, notamment les accords-cadres, les concepts d'appui et les systèmes de gestion des bases de soutien logistique régionales, afin d'améliorer l'état de préparation institutionnelle et opérationnelle.

En outre, l'axe de travail consacré à l'appui aux missions a permis de s'accorder sur la nécessité de renforcer la collaboration institutionnelle et l'apprentissage

commun par les experts de l'appui opérationnel, notamment par l'intermédiaire du Programme de partage de connaissances et de compétences spécialisées conjoint de l'ONU et de l'Union africaine. En octobre 2024, à Addis-Abeba, le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel et la Vice-Présidente de la Commission de l'Union africaine ont dévoilé ensemble les grandes lignes des cours d'une nouvelle initiative phare qui s'inscrit dans le cadre du programme d'échange de connaissances et de compétences spécialisées et qui est intitulée « Synergy Training for African Union-United Nations Resources » (formation à la synergie des ressources de l'Union africaine et de l'ONU). Élaborée conjointement par des équipes techniques des deux organisations, cette formation contribuera à préparer les cadres de l'ONU et de l'Union africaine à mieux s'acquitter de leurs fonctions en matière de soutien opérationnel lorsqu'ils participent à des opérations conjointes, notamment celles relevant de la résolution 2719 (2023). Le programme de formation à la synergie des ressources de l'Union africaine et de l'ONU vise également à contribuer à l'amélioration de l'état de préparation institutionnelle des deux organisations en vue de l'application de la résolution.

Financement et budgétisation

Au cours des discussions concernant l'axe de travail consacré au financement et à la budgétisation, l'Union africaine et l'ONU ont fait part de leurs procédures financières et budgétaires générales. Lors de l'examen du schéma d'exécution des tâches relatives au maintien de la paix des Nations Unies, les deux organisations ont recensé les domaines dans lesquels elles collaboreraient, notamment en ce qui concerne l'élaboration du budget et les processus des organes délibérants de l'ONU. Au cours des consultations et des discussions, l'équipe spéciale conjointe Union africaine-ONU pour la mise en application de la résolution 2719 (2023) a réfléchi aux moyens d'assurer la cohérence et la concordance entre les politiques et les réglementations de l'Union africaine et celles de l'ONU en vue d'accélérer l'approbation du budget et le décaissement des fonds, ce qui est nécessaire pour un déploiement rapide.

Sur la question du partage des charges et de la manière dont l'Union africaine et l'ONU mobiliseraient conjointement les 25 % non financés par les contributions statutaires des États Membres au titre de la résolution 2719 (2023), il a été convenu qu'il faudrait élaborer une stratégie de mobilisation conjointe au cas par cas qui comprendrait un dialogue politique avec les différentes parties prenantes et des éléments relatifs à la mobilisation des ressources.

Respect des règles et protection des civils

Au paragraphe 11 de la résolution 2719 (2023), le Conseil de sécurité a insisté sur « l'impératif opérationnel », pour les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine et faisant appel aux contributions des États Membres de l'ONU, d'être planifiées et menées conformément au Cadre de conformité au droit international humanitaire de l'Union africaine, et à la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes. L'Union africaine et l'ONU ont continué de prendre des dispositions, notamment dans le cadre du projet de cadre de conformité et de responsabilisation de l'Union africaine, soutenu par l'Union européenne, pour garantir le respect du droit international des droits humains et du droit international humanitaire ainsi que des normes de conduite et de discipline applicables, tout en renforçant la protection des civils et en promouvant des approches tenant compte des questions de genre. L'Union africaine et l'ONU feront le point des progrès accomplis et définiront les modalités futures en la matière.

Dans le cadre de l'axe de travail sur le respect des règles et la protection des civils, ainsi que du partenariat en cours avec l'Union africaine sur la conduite et la discipline, l'ONU et l'Union africaine ont travaillé ensemble pour dégager les priorités s'agissant de satisfaire aux exigences dans les domaines de la gestion des dossiers, de l'assistance aux victimes et des mesures correctives, du signalement des écarts de conduite et de la communication avec les États Membres sur les questions de fautes, et des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains. Des activités ciblées sont en cours pour faire avancer la conformité aux règles dans ces domaines. Les politiques en matière de conduite et de discipline et d'exploitation et d'atteintes sexuelles adoptées par l'Union africaine en 2018 ont également été examinées par l'ONU et l'Union africaine en octobre 2024 lors d'ateliers dirigés par l'Union africaine aux fins de l'actualisation de ces politiques en 2025 dans le cadre du renforcement du cadre de conformité et de responsabilisation de l'Union africaine et de sa mise en œuvre au titre de la résolution [2719 \(2023\)](#). Simultanément, l'ONU a mis en place un groupe de travail interinstitutions chargé de définir les mécanismes, les capacités et les structures nécessaires pour appliquer, au niveau du Siège et dans les missions sur le terrain, la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes eu égard à la résolution [2719 \(2023\)](#).

L'ONU et l'Union africaine ont également collaboré pour améliorer leur état commun de préparation institutionnelle en matière de protection des civils. Les deux organisations ont progressé dans la recherche des principaux documents de planification stratégique dans lesquels il est nécessaire d'incorporer la protection des civils pour assurer l'uniformité et l'intégration dans les opérations déployées dans le cadre de la résolution [2719 \(2023\)](#). En outre, on a élaboré un schéma et un plan pour évaluer les capacités et ressources (dont la formation et la mise en commun des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience) dont ont besoin les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine pour protéger efficacement les civils. L'ONU et l'Union africaine ont également poursuivi leurs discussions afin d'étudier quelle portée et quelles modalités sont nécessaires pour que les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine puissent appliquer efficacement leurs mandats en matière de protection des civils. Il s'est agi notamment de discussions sur les cadres et les formules qui permettraient une exécution souple et adaptée au contexte des mandats de protection des civils par les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine.

Au cours de leurs consultations, l'Union africaine et l'ONU ont mis en évidence le rôle central qu'a joué la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que des résolutions ultérieures, pour faire progresser le relèvement et la stabilisation, soutenir les processus de paix et favoriser la sécurité à long terme et la gouvernance, notamment dans le cadre de l'initiative Faire taire les armes d'ici 2030, le développement durable, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine. L'intégration des perspectives relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité dans tous les axes de travail a été jugée essentielle à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle.

L'Union africaine et l'ONU ont tracé les grandes lignes des priorités immédiates de leur partenariat, notamment la réalisation d'une évaluation de l'état d'application, au niveau opérationnel, de la résolution [1325 \(2000\)](#), ainsi que des résolutions du Conseil de sécurité et des communiqués du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine adoptés ultérieurement sur les femmes et la paix et la sécurité, eu égard à la résolution [2719 \(2023\)](#). Une autre priorité est d'établir sous sa forme définitive la politique de l'Union africaine sur l'intégration de la participation des femmes dans les opérations de soutien à la paix afin de combler les lacunes en matière de capacités

et de moyens pour mettre en œuvre le programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine. Parmi les autres domaines de collaboration discutés, on peut notamment citer l'examen et l'amélioration des documents de planification opérationnelle de l'Union africaine, l'objectif étant de faire en sorte que les aspects liés aux femmes et à la paix et à la sécurité soient pleinement intégrés et considérés comme prioritaires. L'ONU et l'Union africaine ont également étudié les possibilités de financement durable et de mobilisation continue aux fins de l'avancement de ces travaux.

Dans l'ensemble, les discussions ont mis en évidence l'impératif du respect du droit international des droits humains et, le cas échéant, du droit international humanitaire, dans les opérations civiles et cinétiques de lutte contre le terrorisme, ainsi que dans les activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Cette démarche est essentielle à l'efficacité à long terme de ces efforts et à une stabilité durable.

Application éventuelle du cadre de la résolution 2719 (2023) à des circonstances ou à une situation particulières

Depuis l'adoption de la résolution 2719 (2023) par le Conseil de sécurité, les États Membres ont discuté à plusieurs reprises de l'application éventuelle du cadre de la résolution à des circonstances ou situations particulières en Afrique.

À la suite de la demande formulée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine dans le communiqué de sa 1217^e réunion, tenue le 20 juin 2024, et conformément au paragraphe 8 de la résolution 2748 (2024) du Conseil de sécurité relative à la mission qui succédera à la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie, j'ai présenté au Conseil de sécurité, le 26 novembre 2024, un rapport établi conjointement avec le Président de la Commission de l'Union africaine. Dans ce rapport, nous avons recommandé la mise en œuvre hybride de la résolution 2719 (2023) comme seule solution pour le financement de la Mission d'appui et de stabilisation de l'Union africaine en Somalie.

Conclusion et observations

De plus en plus souvent, l'architecture internationale de paix et de sécurité doit faire face à des problèmes de sécurité transnationaux plus complexes, notamment le recours à des tactiques asymétriques par des groupes armés non étatiques, des terroristes et des extrémistes violents. Par ailleurs, l'Union africaine et l'ONU n'ont cessé d'approfondir leur partenariat pour la paix et la sécurité. L'adoption et la mise en application de la résolution 2719 (2023) du Conseil de sécurité offrent de nouvelles possibilités de renforcer la coopération entre les deux organisations, conformément à l'objectif de l'Union africaine de faire taire les armes à feu d'ici 2030. Cela répond aux appels que j'ai lancés de longue date en faveur de l'allocation de ressources prévisibles et durables aux opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine et représente une avancée significative dans notre capacité à intervenir face aux crises en collaboration avec notre partenaire régional. Je félicite à nouveau le Conseil de sécurité pour l'adoption de la résolution 2719 (2023).

Le plan d'étapes commun Union africaine-ONU pour la mise en application de la résolution 2719 (2023) est un document évolutif. Il sert de cadre au renforcement continu de l'efficacité et des résultats globaux des deux organisations. La réalisation des activités du plan d'étapes n'est donc pas une condition préalable à l'application de la résolution 2719 (2023) à des circonstances ou des situations nationales spécifiques. L'Union africaine et l'ONU se tiennent prêtes à soutenir le déploiement d'une opération de soutien à la paix dirigée par l'Union africaine et autorisée par le Conseil de sécurité dans le cadre de la résolution 2719 (2023).

L'ONU et l'Union africaine ont en commun une longue histoire d'enseignements tirés de l'expérience et de partenariat. Les deux organisations devront continuellement s'adapter, renforcer leurs capacités et ajuster leurs processus internes afin de maintenir et d'améliorer l'état de préparation institutionnelle au déploiement et à la gestion de nouveaux types de missions dans le cadre de la résolution 2719 (2023). Depuis l'adoption de la résolution, les deux organisations ont alloué des ressources humaines et financières à l'élaboration du plan d'étapes commun et à l'exécution des premières activités. Il sera important de veiller à ce que les organisations disposent des capacités, des systèmes, des procédures et des processus nécessaires, ainsi que du soutien continu des États Membres, pour tenir la promesse du plan d'étapes commun.

L'application de la résolution 2719 (2023) continuera de nécessiter une coordination entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Si les deux Conseils décident d'autoriser de telles missions dirigées par l'Union africaine, la prise de décisions concertées renforcera la cohérence et la complémentarité entre les lignes de conduite des deux Conseils ainsi qu'entre les activités des opérations de paix des Nations Unies et des opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine. Une coordination étroite entre les deux Conseils renforcera également l'efficacité globale de l'action menée en matière de paix et de sécurité sur le continent africain en envoyant un message unifié aux partenaires clés, tels que les pays fournisseurs de contingents et les bailleurs de fonds, et contribuera à favoriser un soutien plus large aux opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine et autorisées en vertu de la résolution 2719 (2023). Elle permettra également aux opérations de soutien à la paix dirigées par l'Union africaine dont le déploiement a été décidé au titre de la résolution 2719 (2023) de bénéficier d'un soutien et d'orientations concertés de la part des deux Conseils de manière continue. À cet égard, je me félicite des discussions sur l'application de la résolution 2719 (2023) et sur les opérations de soutien à la paix en Afrique qui ont eu lieu à l'occasion du neuvième séminaire conjoint informel du Conseil de sécurité et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui s'est tenu le 16 octobre 2024.

L'Union africaine et l'ONU s'en tiennent à une même approche souple à l'égard de la mise en application de la résolution 2719 (2023). Il faudra maintenir, à tous les stades de la mise en œuvre de la résolution, un dialogue commun sur les plans politique et opérationnel afin d'appliquer efficacement le cadre défini dans la résolution. En outre, au paragraphe 15 de la résolution 2719 (2023), j'ai été prié de présenter au Conseil de sécurité, en consultation avec le Président de la Commission de l'Union africaine, des rapports conjoints sur l'application du mandat, autorisé par le Conseil dans le cadre de la résolution, des opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine. À cette fin, je recommande que mes comptes rendus annuels au Conseil de sécurité soient présentés sous la forme d'un rapport établi conjointement avec le Président de la Commission de l'Union africaine.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) António Guterres